

ALAIN DIECKHOFF

L'INVENTION D'UNE NATION

Israël
et la modernité politique

nrf essais

GALLIMARD

© *Éditions Gallimard, 1993*

Extrait de la publication

Pour Évelyne

REMARQUE SUR LA TRANSLITTÉRATION

Nous avons tenté d'allier, dans la mesure du possible, lisibilité des termes en caractères latins et respect de la prononciation hébraïque. Une telle conciliation est nécessairement précaire, mais nous avons délibérément préféré une relative imperfection à une transcription littérale qui aurait rendu les mots hébraïques incompréhensibles aux non-spécialistes.

*Rien n'est plus nuisible aux hommes
qui pensent que le défaut de résistance.*

Benedetto Croce

REMERCIEMENTS

Les travaux qui ont abouti à ce livre ont bénéficié du soutien constant du CNRS, où je suis chargé de recherche, et du Centre d'études et de recherches internationales, Fondation nationale des sciences politiques (Paris), laboratoire associé où je travaille. A tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ont apporté leur concours à cette entreprise, j'exprime ma sincère reconnaissance. Un merci particulier à Colette Jaffrelot et Sylvia Granoulhac pour la mise en forme du texte ainsi qu'à Rachel Bouyssou pour son exigeante relecture.

Ma gratitude va également à la Memorial Foundation for Jewish Culture (New York) pour l'intérêt qu'elle a manifesté dès le départ envers mon projet et pour l'appui qu'elle m'a prodigué.

Enfin, à Agnès Woog, je dois dire combien j'ai apprécié l'efficacité de son aide et la précision de ses remarques.

AVANT-PROPOS

La fin du xx^e siècle a ébranlé les certitudes confortables qui étaient les nôtres, Européens de l'Ouest, depuis le sortir de la Seconde Guerre mondiale. Cette Europe occidentale qui avait été la première à proclamer, par la voix des révolutionnaires français, le principe de l'État-nation, semblait également devoir être la première à la récuser par la construction progressive d'un ordre européen supranational. Une nouvelle ère politique allait bientôt s'ouvrir, marquée par un double dépérissement : celui des États, graduellement dépossédés de nombreux attributs de souveraineté et, à terme, celui des nations, appelées à s'unir dans une communauté de plus en plus étroite. L'écroulement du monde communiste, qui s'est accompagné d'une croissance exponentielle des revendications ethnico-nationales aura montré, avec tout le tragique dont l'histoire est souvent prodigue, que l'obsolescence de l'État-nation est, pour le moins, incertaine. Certes, l'État moderne voit sa prééminence remise en cause de multiples façons, par des contestations subnationales (corporatistes, particularistes, identitaires) comme par les multiples flux transnationaux (politiques, démographiques, culturels...) qui empiètent sur sa capacité d'action et rognent sur sa souveraineté¹.

Que l'État ait vu son efficacité compromise ne signifie pas, pour autant, qu'il ait cessé d'être un ordre de référence à visée universaliste. Organe de la Raison qui a vocation à transcender

toutes les solidarités traditionnelles, le modèle étatique a connu une expansion mondiale², et continue d'exercer une attraction irrésistible sur tous les peuples qui aspirent à une totale indépendance. Celle-ci comporte nécessairement une dimension politique qui passe par l'établissement d'un État qui, seul, peut garantir à la nation la pleine jouissance de ses droits dans un espace territorialisé où elle exercera sa souveraineté et pourra assurer sa sécurité. Sans État, un peuple reste fondamentalement vulnérable. Soumis à l'appétit des puissants et pris dans des stratégies politiques sur lesquelles il n'a pas prise, il est constamment menacé d'être dispersé, réprimé, massacré. Cette fragilité essentielle qui est le lot de tous les peuples sans État, les Juifs l'ont éprouvée, dans leur chair, de façon paroxystique. Ce dénuement originel ne pouvait être comblé que par la construction d'un État-nation qui mettrait définitivement fin à la situation d'apatridie existentielle des Juifs : la normalisation passait par l'État.

Ce constat ne s'imposa toutefois qu'au terme d'un cheminement tortueux qui vit les Juifs choisir de multiples voies pour répondre au défi de la modernité. Si leur parcours n'est pas singulier, dans le sens où il ne faut pas y lire l'expression d'un destin marqué du sceau de la transcendance, il est néanmoins remarquable dans la mesure où les Juifs ont été les seuls à emprunter, avec autant de passion, à peu près toutes les options qui étaient ouvertes aux peuples, alors nombreux dans l'Europe du XIX^e siècle, qui partageaient certaines spécificités historiques et culturelles tout en étant dépourvus de structures étatiques. Diversité des destins juifs : tandis que certains, banquiers, industriels, contribuaient au développement du capitalisme, d'autres se jetaient à corps perdu dans le mouvement révolutionnaire. Alors que d'aucuns, financiers et fonctionnaires, mettaient leurs talents au service des États européens dont ils étaient devenus citoyens, d'autres imaginaient divers moyens de « renationaliser » les Juifs en les transformant en nation spirituelle, prolétarienne ou « étatique ». Les Juifs ont donc été, depuis deux siècles, de formidables expérimentateurs qui se sont enga-

gés, très loin, dans des logiques contraires, celle de l'assimilation (bourgeoise ou socialiste) comme celle du nationalisme. C'est cet itinéraire emblématique qui nous intéresse ici : non pas les Juifs en « eux-mêmes », mais ce qu'ils représentent pour notre compréhension de l'émergence du politique moderne.

Cet éclairage intellectuel se révèle particulièrement éclatant et contrasté lorsqu'on suit, pas à pas, comme nous le ferons dans ce livre, la naissance et le développement de l'idée sioniste. Son objectif ultime, la création d'un État pour les Juifs, exigea, en effet, préalablement, la construction de la nation juive, son façonnement idéologique, son *invention*. Ce processus, complexe, est le propre de toutes les nations modernes, lesquelles, contrairement à une trompeuse apparence, ne forment pas des réalités inaltérables mais sont bel et bien le produit d'innovations politiques foisonnantes. Toutefois, le cas juif est, là encore, très riche d'enseignements. Non seulement, il fallut s'entendre sur le contenu social à donner à cette nation en chantier, mais il fallut aussi ressusciter une langue, qui atteste de la pérennité du groupe, et, même, se mettre d'accord sur le lieu précis qui serait à revendiquer comme territoire national.

En érigeant un État souverain, il s'agissait de séculariser l'identité juive, de l'établir sur la base d'une identification citoyenne qui lui permette de se déprendre d'une définition purement religieuse. Entreprise périlleuse, car cette substitution s'avère problématique dès lors que le projet national fait face à la persistance du fait communautaire. L'État moderne (établi sur l'autorité rationnelle-légale) doit alors compter, et composer, avec les détenteurs de l'autorité traditionnelle qui continuent à incarner une légitimité alternative, se prétendant d'ailleurs supérieure. Cette question, centrale, de l'émancipation du politique par rapport au religieux, comme bien d'autres débats qui accompagnèrent l'émergence du sionisme, en font incontestablement un exemple paradigmatique d'invention d'un État-nation.

Une invention qui, si on en juge par la résonance renouvelée des nationalismes, est encore loin d'avoir épuisé tous ses charmes.

INTRODUCTION

Le sionisme comme invention politique d'une nation

« Ils n'ont pas de patrie, les Juifs, mais le pays dans lequel ils vivent, où ils paient des impôts, exige d'eux patriotisme et mort héroïque et leur reproche de ne pas mourir volontiers. Dans cette situation, le sionisme est véritablement la seule solution : s'il faut un patriotisme, alors qu'il soit de préférence pour son propre pays¹ ».

Ces lignes légèrement désabusées que le grand écrivain autrichien Joseph Roth écrivit en 1927 résonnent comme un constat lucide et douloureux. Clairvoyant, Roth l'est lorsqu'il remarque que, pris entre la « haine primitive » des Slaves et la « bestialité civilisée » des Européens de l'Ouest, les Juifs, en particulier ceux de l'Est, n'ont plus d'autre choix que de se penser comme une nation et d'agir en vue de sa renaissance en Palestine. Mais Roth laisse aussi percer une certaine amertume. L'adoption, par les Juifs, du principe national constitue en effet, à ses yeux, une régression malheureuse, les Juifs ayant, grâce à leur dispersion, dépassé les étroits particularismes locaux pour inventer une identité à vocation universelle. Le nationalisme des autres, qui s'accompagne fréquemment d'antisémitisme, contraint pourtant les Juifs à cesser de se concevoir comme un groupe historico-culturel, servant de passeur entre les peuples, et à consentir à devenir une nation politico-territoriale.

Profondément attaché à l'Autriche des Habsbourg, modèle

exemplaire du supranationalisme qui correspondait si bien au cosmopolitisme des Juifs, Roth se résigne au sionisme. Mais il sent aussi, avec toute sa sensibilité de romancier, que les Juifs éprouvent, légitimement, le désir de s'enraciner dans une terre qui soit leur pour se soustraire aux persécutions sans fin dont ils sont victimes. Les Juifs ne sauraient échapper à la séduction du politique qui, tout à la fois, les attire et les trouble. Et ce politique est désormais impensable sans État.

L'État, dont l'apparition est liée à l'histoire spécifique de l'Occident, a, de fait, connu une diffusion universelle qui l'a transformé en valeur-étalon de la politique moderne. Ce mouvement d'« étatisation » du politique ne pouvait laisser indemne un monde juif profondément imbriqué dans ces terres d'Europe où l'État s'affirme, dans toute sa majesté, à partir du xvi^e siècle. La reconnaissance de l'État comme référence centrale autour de laquelle doit s'ordonner la vie politique juive a toutefois été l'aboutissement de développements historiques complexes.

Il fallut d'abord qu'émerge, au xix^e siècle, le sens du national chez les Juifs. Les particularités sociales des Juifs jouaient potentiellement à la fois en faveur et en défaveur d'un éveil national juif. D'un côté, la persistance d'une spécificité religieuse contenue à l'intérieur des frontières bio-culturelles du groupe (par la pratique de l'endogamie) donnait une forte cohérence ethnique aux Juifs et entretenait chez eux une conscience historique beaucoup plus vive que chez nombre de peuples paysans (Roumains, Slovaques...) au milieu desquels ils vivaient. D'un autre côté, contrairement à ces peuples d'Europe centrale et orientale, les Juifs souffraient d'un double éclatement, territorial et linguistique, partiellement compensé par la concentration géographique dans les marches occidentales de l'Empire russe et par la diffusion du yiddish². La fragmentation du monde juif engendrera une division du judaïsme de plus en plus nette entre une aire privilégiée (l'Ouest émancipé) et une zone défavorisée (l'Est autocrate). Triompher de ce morcellement, pour redonner aux Juifs le sentiment d'une

unité réelle, nécessitait la transformation du particularisme ethnique, désormais séparé du référent religieux, en une valeur ultime autour de laquelle les Juifs seraient appelés à se rassembler.

Le sionisme ne constitue toutefois que l'expression particulière et tardive d'une mobilisation nationale polymorphe qui est la conséquence de la crise de la société juive au XVIII^e siècle. En encourageant la dissémination de la culture séculière, les Lumières juives (Haskala) cherchaient à promouvoir l'autonomie de l'individu juif et sa capacité critique, ce qui ne pouvait que précipiter la déstructuration de la communauté traditionnelle fondée sur l'autorité des détenteurs du sens sacré. Si les réformes éducative (introduction des matières séculières à l'école), économique (productivisation des Juifs dans l'artisanat et l'agriculture) et religieuse (« modernisation » des prières et du rituel) accélérèrent l'intégration des Juifs dans les sociétés d'Europe occidentale, il en alla autrement en Europe centrale et orientale. En Russie et en Galicie, les conditions sociales étaient telles qu'elles rendaient vaine la stratégie d'assimilation individuelle. La Haskala assumait donc, dès les années 1830-1840, une vocation collective, afin de donner aux Juifs un nouveau sens de la communauté, fondée non plus sur l'appartenance religieuse, mais sur l'inscription dans une culture particulière. Cette renaissance culturelle, qui s'exprime surtout par l'apparition d'une littérature et d'une presse hébraïque et yiddish, n'a pas à proprement parler d'objectifs politiques mais elle permettra la découverte d'un acteur social jusqu'alors inconnu : le peuple. Ce dernier est désormais considéré comme le détenteur, le porteur, le créateur d'une culture spécifique et irréductible. La conscience d'une unité culturelle commencera à avoir des traductions politiques dans les années 1860-1870 lorsque certains intellectuels (Peretz Smolenskin, David Gordon, Moses Hess) s'emploient à promouvoir activement l'idée d'une nation juive et à défendre la légitimité d'un nationalisme juif. Mais c'est finalement dans la violence que l'existence d'une nation juive s'imposera comme une nécessité impérieuse. Le

déclenchement en Russie, au printemps 1881, d'une vague de pogroms, connus sous le nom de « tempêtes du sud » (*soufot haneguev*), apparaîtra comme une confirmation négative du caractère collectif de l'existence juive et sera à l'origine de la naissance d'un mouvement national, d'abord épars, puis de mieux en mieux structuré. Le sionisme – le mot est forgé en 1890 par l'écrivain viennois Nathan Birnbaum pour désigner la renaissance nationale juive en Palestine – n'est pourtant qu'une facette de ce nationalisme juif qui prendra deux autres configurations dans les années 1890-1900.

Le nationalisme diasporique, défendu avec des nuances par Haïm Jitlovsky, le Bund ou Simon Doubnov et son Volkspartei, entend militer pour une Russie démocratique et fédérale qui octroiera aux Juifs une autonomie nationale-culturelle attachée à leur personne et non pas dépendante d'un territoire.

D'autres, rassemblés à partir de 1905 au sein du parti ouvrier sioniste-socialiste de Naḥman Syrkin ou de la Jewish Territorial Organization d'Israël Zangwill, sont favorables à la concentration géographique des Juifs (mais pas nécessairement en Palestine) afin de garantir leur pleine autonomie culturelle et économique.

Ces nationalismes, diasporique et territorialiste, sont politiques, dans la mesure où ils envisagent bien une représentation des Juifs (à travers, par exemple, une assemblée nationale juive); mais le politique y reste resserré, contracté, limité. D'abord, parce qu'il n'est pas souverain : le pouvoir accordé aux Juifs dépend du consentement des autorités publiques non juives. Les projets autonomistes sont, sur ce plan, dans la continuité des relations de dépendance qui existaient entre les communautés juives et l'ordre politique des Gentils qui conservaient toujours, en dernière instance, le monopole de la violence physique comme moyen de domination. Ensuite, le politique demeure voilé par l'insistance mise sur la dimension culturelle et sociale de la nation juive au détriment de sa vocation proprement politique. Cette ambiguïté par rapport au politique ne sera définitivement levée qu'avec le sionisme que Theodor

Herzl lancera en 1896-1897 comme un mouvement national visant à la construction d'un État-nation où la nation se réalise pleinement à travers un État indépendant. Encore faut-il bien voir que cette politisation de la nation juive ne se fera pas sans réticence dans les rangs sionistes eux-mêmes. Le chantre du sionisme culturel, Aḥad ha-Am, convaincu que la Palestine ne saurait devenir un refuge pour la majorité du peuple juif, souhaitait qu'elle soit un simple centre spirituel (*merkaz rouḥani*) diffusant vers les Juifs de la diaspora une culture authentiquement hébraïque qui nourrirait leur vie intellectuelle. Influencés par ce sionisme plus qualitatif que quantitatif, nombre d'intellectuels de l'université hébraïque de Jérusalem (Martin Buber, Judah Magnes...) tendront à contrebalancer l'aspect politique du sionisme en insistant sur la dimension éthique, ce qui les amènera, tout naturellement, à se déclarer favorables à l'établissement d'un État binational judéo-arabe. Ces réserves n'entament toutefois pas sérieusement l'essence politique du sionisme et son aspiration à la création d'un État, objectif autour duquel régnait, au sein du mouvement sioniste, un large accord même si nombre de dirigeants préféreraient user de la litote « foyer national », moins provocante vis-à-vis des Arabes et de la Grande-Bretagne. La période qui suit la Première Guerre mondiale fait du sionisme, qui s'enracine politiquement en Palestine grâce à la présence britannique, un mouvement national de plus en plus présent dans le monde juif. Si le soutien sur lequel il peut compter dans les communautés juives de l'Ouest attachées à l'idée d'intégration citoyenne est marginale, il se transformera, par contre, en un authentique mouvement de masse en Europe orientale (à l'exception de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie) avant de devenir, après le génocide d'une part, et la fondation de l'État d'Israël d'autre part, un mouvement de ralliement et de rassemblement pour la majorité des Juifs à travers le monde. Si le sionisme a réussi à s'imposer ainsi comme un fait politique d'évidence, massif et indiscutable, il le doit à trois raisons de fond : son épanouissement social progressif, sa concrétisation politique précoce et sa force d'attraction idéologique.

En premier lieu, le sionisme est le seul nationalisme juif qui soit parvenu durablement à son stade de développement ultime, c'est-à-dire à la mobilisation de masse. Parce que le nationalisme n'est pas quelque chose de naturel, il connaît, comme tout mouvement social, des phases d'évolution. L'historien tchèque Miroslav Hroch a ainsi isolé, dans son étude pionnière sur les petites nations d'Europe orientale, trois moments de la renaissance nationale. Dans un premier temps, des intellectuels (écrivains, savants, artistes...) se mettent littéralement à exhumer l'histoire, la langue et la culture d'un peuple opprimé, mais sans intentions politiques. Leur démarche est conservatoire : il s'agit de préserver le patrimoine d'un peuple avant qu'il ne disparaisse. Dans un second temps, des cercles de patriotes, rassemblant essentiellement des membres de l'intelligentsia, se saisissent des découvertes des historiens et des folkloristes qui prouvent l'existence d'un peuple pour les utiliser à des fins politiques. Cette minorité agissante développe une agitation politique afin de répandre le sentiment national parmi les couches populaires. Ce travail d'agit-prop aboutit, dans un troisième temps, à la réception du nationalisme parmi les masses qui se mettent en mouvement pour que le programme d'autonomie ou d'indépendance nationale soit transcrit dans la réalité³. Cette périodisation en trois temps est repérable dans le cas juif. Entre 1820 et 1880, la Haskala d'Europe orientale qui affiche des ambitions purement culturelles fait du *peuple juif* le détenteur d'une culture et d'une histoire propres et non plus le sujet passif d'une théodicée. D'abord timidement, à partir de 1860-1870, puis, plus franchement dans le dernier quart du XIX^e siècle, apparaissent les promoteurs véritables du réveil national qui ne cachent pas leurs mobiles au moins partiellement politiques. L'idée d'une nation juive essaime ainsi progressivement, ses revendications étant mises en forme et présentées par des organisations politiques. En l'espace de dix ans, entre 1897 et 1907, sont ainsi créés la plupart des groupes nationalistes, qu'ils soient diasporiques (SERP, Volkspartei, Bund), territorialistes (Parti ouvrier sioniste socialiste, Organisation

ALAIN DIECKHOFF

L'INVENTION D'UNE NATION

Israël et la modernité politique

Nous vivons la crise de l'État-nation.

L'indépendance d'un peuple passe, plus que jamais, par la création d'un État-nation qui lui garantisse souveraineté et sécurité. Pourtant, cette forme politique moderne, telle que la définit la Révolution française par l'étroitesse du lien entre l'État, le territoire, la langue et la volonté de vivre ensemble une identité commune sécularisée, est partout contestée. Ainsi, à l'est de l'Europe, par la division en une myriade de petites nations qui exacerbent leurs particularismes — confession religieuse, langue, voire fantasmagorie de la race ; à l'ouest, par de multiples flux transnationaux — politiques, démographiques, culturels.

Pour comprendre les ébranlements du présent, l'expérience des Juifs dans l'Europe du XIX^e et du XX^e siècle est éclairante. La normalisation de leur situation d'apatridie essentielle passait par l'invention d'un État-nation, donc la résolution de questions brûlantes : le choix d'un territoire, la détermination de la langue, l'établissement d'un rapport du politique à la tradition religieuse, la définition des identités communautaires, sociales et nationales. Le sionisme, dans sa volonté de fonder la nation juive, a lié ces éléments constitutifs dont la crise actuelle montre le possible délitement.

On ne découvrira pas ici un livre de plus sur les Juifs tels qu'eux-mêmes, mais une réflexion tout à fait neuve sur ce que le sionisme éclaire de l'émergence de *notre* politique moderne.



9 782070 730124



93-III-A73012 ISBN 2-07-073012-3

145 FF tc